



Lettre n° 310 du 19 novembre 2023

Au sommaire :

- Halte au massacre des Palestiniens, non au « choc des civilisations » ! Travailleurs de Palestine, d'Israël, travailleurs du monde entier, unissons-nous ! - Galia Trépère
- Contribution de Démocratie révolutionnaire au débat interne du NPA

## **Halte au massacre des Palestiniens, non au « choc des civilisations » ! Travailleurs de Palestine, d'Israël, travailleurs du monde entier, unissons-nous !**

« Alors que le carnage à Gaza atteint chaque jour de nouveaux niveaux d'horreur, le monde continue d'être sous le choc alors que des hôpitaux sont la cible de tirs, que des bébés prématurés meurent et qu'une population entière est privée de moyens essentiels de subsistance. Cela ne peut pas continuer », déclarait Martin Griffiths, le chef des Affaires humanitaires de l'ONU mercredi dernier alors que des unités de l'armée israélienne avaient commencé à investir dans le nord de la bande de Gaza l'hôpital Al Chifa. Le complexe hospitalier où se trouvaient pas moins de 2300 personnes, malades, soignants et réfugiés était encerclé depuis plusieurs jours par des chars et des batteries d'artillerie et soumis à des tirs incessants empêchant quiconque d'en sortir, ne serait-ce que pour enterrer les morts. Dès leur entrée, les commandos israéliens ont ordonné à tous les réfugiés hommes de plus de 16 ans de se rendre, puis dans les heures et jours qui ont suivi, ils ont détruit des services entiers, précipitant la mort de dizaines de malades, bébés prématurés ou blessés supplémentaires.

Devant l'émotion provoquée par de telles monstruosités, le Conseil de Sécurité de l'ONU n'a pas pu faire moins que d'appeler dans la soirée à « des pauses et couloirs humanitaires étendus et urgents pendant un nombre de jours suffisants » pour permettre d'apporter une aide humanitaire aux civils de la bande de Gaza. Les Etats-Unis qui n'ont pas osé voter contre se sont abstenus ainsi que le Royaume Uni et la Russie. Cette énième résolution qui ne dénonce même pas les crimes de guerre d'Israël restera lettre morte comme tant d'autres avant elle. Quelques heures auparavant, le sinistre ministre de la défense israélien Yoav Gallant avait déclaré au coordinateur américain pour le Proche-Orient, Brett McGurk, qui assiste quotidiennement l'armée israélienne : « Pas question d'arrê-

ter nos opérations à Gaza tant que la mission n'est pas accomplie ».

Jeudi soir, les communications en provenance de la bande de Gaza ont été à nouveau interrompues faute d'électricité et de carburant. Un million et demi de ses habitants ont fui vers le sud, 200 000 en trois jours, sans pouvoir trouver le moindre abri sûr pour se protéger des bombardements incessants, sans nourriture ni eau potable. Les autorités du Hamas à Gaza ont fait état vendredi de 12 300 morts, dont 5000 enfants, mais ces chiffres officiels ne tiennent pas compte des centaines, voire des milliers de corps qui n'ont pu être retrouvés sous les immeubles et les habitations effondrés sous les frappes israéliennes.

En Cisjordanie, les exactions des colons et des soldats israéliens contre les Palestiniens, de véritables pogroms pour les chasser de leurs maisons et de leurs terres, sont en augmentation constante. On y compte plus de 200 tués et des milliers d'arrestations, et sont harcelés aussi quotidiennement les habitants palestiniens de Jérusalem-Est et les Arabes d'Israël. Pas un Palestinien n'est épargné par cette folie meurtrière du régime sioniste qui poursuit son offensive génocidaire sous la protection de l'armée américaine et de ses alliés occidentaux positionnée au large des côtes israéliennes.

### **La terrible logique d'une guerre sans fin hors de contrôle**

Personne ne peut présager de la suite ni de l'extension de la guerre au Moyen-Orient, mais celle-ci est contenue en germes dans la situation. L'armée israélienne a déjà bombardé des positions du Hezbollah au Liban, en réponse à ses tirs de roquettes et à ses drones et Yoav Gallant a prévenu le 12 novembre que « ce que nous faisons à Gaza,

*nous pouvons aussi le faire à Beyrouth si le Hezbollah franchit une ligne rouge ».*

En Syrie, l'aviation israélienne mais aussi l'aviation américaine ont mené plusieurs raids sur des positions tenues par des groupes armés proches de l'Iran qui avaient mené des attaques contre des bases américaines en réaction aux bombardements sur la bande de Gaza. Contre les Houthis du Yémen, soutenus également par l'Iran, un général israélien a déclaré jeudi dernier : « *En tant que bras stratégique de l'État d'Israël, l'IAF [l'aviation israélienne] est prête et opère dans tout le Moyen-Orient, dans tous les domaines, partout où c'est nécessaire* ». L'Iran n'a certainement pas envie d'une guerre avec Israël et les Etats-Unis non plus mais l'exacerbation des tensions provoquées par la politique génocidaire d'Israël pourrait y conduire par la logique hors contrôle de l'escalade militaire.

C'est ce à quoi les Etats-Unis et leurs alliés occidentaux se préparent par l'augmentation de leurs moyens militaires et une intense propagande belliciste destinée à soumettre leurs opinions publiques pour l'instant hostiles à un engagement plus poussé dans la guerre.

En France, la projection à l'Assemblée nationale le 7 novembre et au Sénat le 14 de la vidéo montage d'images -insoutenables- des tueries du Hamas le 7 octobre, produite et diffusée largement par les autorités israéliennes, s'inscrit dans cette offensive.

Les tueries perpétrées délibérément par le Hamas le 7 octobre contre des civils israéliens mais aussi des travailleurs immigrés, contre des enfants, des femmes, ne servent en rien la cause des Palestiniens. Cette violence aveugle et meurtrière a pour objectif de détruire toute possibilité de rapprochement entre les deux peuples, israéliens et palestiniens, de les assujettir à la seule haine nationaliste dans le but de sauvegarder leur pouvoir. Mais le Hamas lui-même n'est que le produit de l'oppression exercée depuis des décennies contre la population palestinienne par l'État d'Israël, de l'impasse de la politique des organisations nationalistes palestiniennes, de l'absence d'une alternative progressiste, internationaliste, ouvrant la voie à une véritable émancipation des peuples.

Écrasée sous les bombes, en proie à la famine et aux exactions d'une soldatesque israélienne ivre de haine et de peur, la population palestinienne lutte pour sa survie et sa jeunesse mûrit sa révolte, sa haine de l'opresseur. Le peuple, les travailleurs israéliens ne pourront vivre en paix sans se débarrasser non seulement de Netanyahu mais aussi de sa bourgeoisie et de son Etat théocratique qui assoient leur pouvoir sur le mythe religieux de la terre promise. Un peuple qui en opprime un autre n'est pas un peuple libre.

## **Non à l'union nationale militariste derrière le soutien à Netanyahu**

En France, les manifestations de dimanche dernier « *contre l'antisémitisme* » ont été de fait des rassemblements de soutien à Netanyahu et à sa guerre génocidaire contre

le peuple palestinien. Organisées par le pouvoir et les sommets de l'État, rassemblant toute la classe politique institutionnelle à l'exception de LFI, elles s'inscrivent dans le soutien inconditionnel de Macron et de l'État français au « *droit de se défendre* » de l'État israélien alors même que celui-ci a déclenché, suite à l'offensive du Hamas du 7 octobre, une guerre génocidaire, une terreur de masse qui frappe sans relâche la totalité de la population palestinienne, en premier lieu dans la bande de Gaza mais également en Cisjordanie et à Jérusalem Est.

Le pouvoir voudrait construire une « *unité républicaine* » alors que toutes les manifestations de solidarité avec les Palestiniens ont été interdites ou menacées de ne pas pouvoir se tenir, alors que toute expression de contestation de la sale guerre du pouvoir israélien est assimilée à de l'antisémitisme et que les médias aux ordres déversent jour après jour une propagande unilatérale écoeurante. Ces manifestations du 12 novembre n'étaient ni populaires ni jeunes, à la différence des manifestations en soutien à la population palestinienne, elles ont été l'occasion d'un rassemblement des forces réactionnaires Macron-Darmanin-Ciotti-Le Pen-Zemmour qui exige en réponse un sursaut pour une alternative progressiste, internationaliste, révolutionnaire.

## **... Union des peuples et des travailleurs de tous les pays contre leurs exploiters**

Depuis le 7 octobre, des millions de manifestants se sont levés contre les crimes de l'armée israélienne à travers le monde, au Moyen-Orient, aux Etats-Unis, en Europe et jusqu'en Asie, en Indonésie et au Japon, aux cris de « *Assez de massacres* », « *soutien à la Palestine* », malgré leurs gouvernements et la répression. Cette révolte en soutien à la population palestinienne exprime plus largement une hostilité profonde à la guerre et la conviction partagée par de larges masses que ce déchaînement de violences meurtrières et de massacres est de la responsabilité des classes possédantes et exploiteuses.

C'est plus ou moins confusément l'expression d'une prise de conscience du tournant qui s'opère dans la situation politique en France, comme à l'échelle internationale, de cette mise en condition des opinions publiques pour les préparer à une guerre de la prétendue civilisation occidentale contre la « *barbarie islamiste* », une guerre des « *démocraties civilisées* » contre les « *dictatures obscurantistes* ». Les USA, déjà engagés dans la guerre d'Ukraine contre la Russie et dans la guerre d'Israël contre les Palestiniens, n'en préparent pas moins le conflit qu'ils savent, du point de vue de leurs propres intérêts, inévitable à plus ou moins long terme avec leur principale rivale, la Chine. La rencontre entre Biden et Xi Jinping mercredi dernier, en marge de la réunion annuelle de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) à San Francisco, s'est parée de dehors pacifiques mais derrière ces faux semblants diplomatiques, reste la réalité de la concurrence économique entre deux brigands dont le plus puissant, les Etats-Unis sont engagés dans une offensive diplomatique et militaire pour sauvegarder leur

hégémonie de plus en plus contestée, pour maintenir et accroître leur part des richesses qu'ils tirent de l'exploitation des travailleurs, des peuples et de la nature.

La lutte pour la mainmise sur les matières premières, les biens de production et des infrastructures, les marchés, une main d'œuvre à exploiter est en dernier ressort la raison de fond de la guerre, quelles qu'en soient les justifications mensongères. Les guerres se mènent entre rivaux capitalistes et contre les populations exploitées des camps en présence et du monde entier.

La guerre barbare que mène Israël contre les Palestiniens est non seulement une guerre coloniale mais elle s'inscrit dans la guerre que mènent les vieilles puissances impérialistes contre les peuples du Moyen-Orient depuis des décennies, pour le contrôle du pétrole en particulier.

La lutte du peuple palestinien, nation prolétaire dont une majorité chassée par Israël vit en Jordanie, au Liban, en Syrie, a toujours été considérée par les classes possédantes et les Etats de la région comme un problème épineux, un facteur d'instabilité et un danger majeur pour l'ordre social dans leur pays comme dans tout le Moyen-Orient.

Elle l'est d'autant plus aujourd'hui sous le règne mondialisé du capitalisme. Après l'effondrement de l'URSS et le chaos créé par les guerres américaines contre l'Irak, toutes les classes dirigeantes des pays du Moyen-Orient se sont intégrées au règne du capitalisme mondialisé et

jouent leur propre jeu dans ce Monopoly géant. Ainsi de la rivalité entre l'Arabie saoudite et l'Iran. La lutte des Palestiniens comme les révoltes qui ont éclaté dans les pays arabes au printemps 2011 met en cause directement l'ordre social, l'ordre du capitalisme mondialisé.

Le soutien, la solidarité que nous pouvons apporter au peuple palestinien, les manifestations, les prises de position, les mouvements qui dénoncent l'oppression de l'État israélien et exigent l'arrêt des massacres, participent aussi d'une lutte contre notre propre gouvernement, contre ses lois ultra-réactionnaires contre les migrants et les immigrés, contre les chômeurs et les pauvres, contre l'État militariste, pour les droits sociaux et démocratiques, un combat pour en finir avec le pouvoir des actionnaires du CAC40 et mettre en place un pouvoir démocratique des travailleurs et des classes populaires.

L'entente fraternelle entre les peuples, contre leurs gouvernements et leurs classes possédantes, est l'avenir du monde. Seuls des gouvernements et des pouvoirs laïcs, démocratiques, issus de la révolte des classes populaires contre l'exploitation économique et l'oppression sociale, libérées de la concurrence capitaliste à l'origine des guerres, peuvent garantir la coexistence pacifique des peuples, leurs droits nationaux, le libre usage de leur langue, le respect de leurs convictions y compris de leur religion.

*Galia Trépère*

---

## **Contribution de Démocratie révolutionnaire au débat interne du NPA**

1) La folie et l'horreur de l'escalade guerrière se sont emparées, après la guerre d'Ukraine, du Moyen Orient dans cette absurde et criminelle concurrence entre puissances capitalistes qui se jouent des peuples et les sacrifient à leurs luttes d'influence pour s'appropriier les richesses, contrôler les sources d'énergies, asseoir le pouvoir et la domination des classes capitalistes. Cet engrenage fou et sanglant est hors de contrôle. Dans la guerre d'Ukraine, les USA et leurs alliés de l'Otan veulent mettre Poutine à genoux et désignent la Chine comme leur cible. Au Moyen Orient, Israël et ses alliés veulent détruire le Hamas, en réalité enterrer la question palestinienne, exterminer un peuple sous le poids des bombes, pour que prospèrent les affaires de la bourgeoisie israélienne et celles de son maître, la première puissance mondiale, les USA.

Aucune issue n'est possible pour eux, si ce n'est la défaite du camp opposé à celui des vieilles puissances impérialistes, les USA, la France, l'Otan. La paix pour eux ne peut être que la capitulation de leur ennemi, c'est à dire une étape vers une nouvelle guerre, la guerre sans fin que connaît le Moyen Orient et dont le peuple palestinien est victime depuis des décennies, la guerre comme mode d'existence et de perpétuation du capitalisme et des grandes puissances.

2) Historiquement, les USA et leurs alliés, les grandes puissances occidentales portent l'entière responsabilité tant du martyre du peuple palestinien que de la tragédie juive. Israël a été créé au lendemain de la deuxième guerre mondiale grâce au soutien des USA qui voyaient en lui la possibilité de construire une place forte au Moyen Orient contre les peuples qui aspiraient à en finir avec l'oppression coloniale et pour garantir leurs intérêts et contrôler leurs sources d'approvisionnement en pétrole.

La responsabilité de la guerre n'incombe pas au Hamas contrairement à ce que prétend le discours officiel des puissances occidentales appliquant leur manichéisme à la guerre d'Israël comme ils le font à la guerre d'Ukraine. L'agresseur est le coupable, que leur importe la vérité historique. Cette vérité est celle d'une guerre sans fin menée par Israël et ses alliés contre le peuple palestinien spolié de ses terres par l'État colonial, sioniste, théocratique d'Israël pris à son propre piège, prisonnier de sa logique expansionniste pour réaliser le rêve du Grand Israël qui ne peut connaître d'autre limite que la résistance palestinienne, la colère des peuples.

Notre solidarité inconditionnelle avec le peuple palestinien ne signifie en rien l'acceptation de la violence

aveugle, des atrocités commises par le Hamas le 7 octobre pas plus que de sa politique obscurantiste, nationaliste et religieuse sans la moindre concession à la propagande officielle et au pouvoir qui amalgame le Hamas avec Daech, « *Le mal absolu* » ou aux pacifistes qui renvoient dos à dos Netanyahu et le Hamas. Cette politique, aboutissement de l'impasse du nationalisme, a enfermé la lutte du peuple palestinien dans un piège faisant de lui une monnaie d'échange dans les négociations entre les régimes arabes réactionnaires, l'Iran et les puissances occidentales. Les seuls alliés du peuple palestinien sont les peuples du monde arabe, les exploités d'Israël, les peuples et les travailleurs du monde.

3) L'exceptionnel déploiement militaire au large d'Israël des USA, leur implication aux côtés de son armée va au-delà de « *l'engagement indéfectible des États-Unis pour la sécurité d'Israël* ». Pour Biden, si les USA laissent Poutine et le Hamas faire, « *le conflit et le chaos pourraient se propager dans d'autres parties du monde* », ce qui vient justifier l'approbation par le Congrès américain d'une nouvelle aide à Israël et à l'Ukraine, plus de 100 milliards d'euros.

Il est absurde et ridicule de demander aux grandes puissances qui font la guerre par procuration à la Russie et sont cobelligérantes avec Israël pour exterminer le peuple palestinien de gagner la guerre contre Poutine et d'imposer un cessez-le feu au Moyen Orient sans comprendre que ce sont deux moments d'une même guerre que dirigent les USA.

De la même façon qu'il défend Israël et l'Ukraine au nom de la démocratie et du droit des peuples, Biden justifie le militarisme américain au nom de la sécurité du monde, « *Le leadership américain est ce qui unit le monde. Les alliances de l'Amérique sont ce qui nous maintient, nous Américains, en sécurité* ». Il ne fait aucun mystère, une fois levé le voile hypocrite des bonnes intentions, des objectifs de l'engagement des USA vis à vis d'Israël comme de l'Ukraine, la perpétuation de leur domination de plus en plus contestée sur le monde de plus en plus contestée.

4) « *Nous faisons face à un tournant de l'histoire* » selon Biden. Pour les USA il s'agit de prendre en compte les enjeux historiques de l'offensive militaire mondiale dans laquelle ils engagent leur pays et leurs alliés, d'y préparer l'opinion. Les exploités, les opprimés, le prolétariat mondial ont toute raison de prendre au sérieux le message.

Nous sommes face à une nouvelle étape dramatique dans l'escalade militariste et guerrière des vieilles puissances impérialistes, les puissances occidentales, et leur bras armé l'Otan et Israël. Elle concentre les traits dominants de la nouvelle période dans laquelle la dérive du capitalisme mondialisé sénile a engagé l'humanité.

D'un côté la mondialisation de la course au profit et de la concurrence économique, son corollaire la guerre, les désordres économiques, la catastrophe écologique, la montée des forces réactionnaires, de l'intégrisme religieux et d'un nouveau fascisme qui commence à rassembler

de larges fractions de la bourgeoisie et de son personnel politique.

De l'autre côté, le nécessaire rassemblement des forces démocratiques et progressistes qui portent la seule réponse historiquement possible, le socialisme, les forces du prolétariat mondialisé et viennent contrarier les plans des grandes puissances, le jeu et les calculs des rivalités entre pays capitalistes, un mouvement croissant de la classe ouvrière, qui coïncide avec un début de révolte contre la guerre qu'accélère la tragédie insupportable que vivent les Palestiniens.

5) Le mouvement de solidarité reprend à son compte les demandes du peuple palestinien, exigences humanitaires, cessez-le feu, la fin de la guerre et de la colonisation, la reconnaissance de ses droits nationaux. Le droit des Palestiniens à une terre ne pourra se réaliser qu'à travers le renversement des régimes qui s'y sont toujours opposés par la fraternisation des travailleurs et des peuples, la fraternisation entre travailleurs palestiniens et israéliens pour en finir avec l'État théocratique d'Israël, le Hamas et autres Hezbollah ou théocratie d'Iran, en lien aussi avec les travailleurs des vieilles puissances impérialistes, principales responsables de l'impasse sanglante du sionisme.

De façon plus générale, aujourd'hui, la lutte de libération nationale est un mythe qui laisse la place aux instrumentalisation et dévoiements du légitime refus de toute forme d'occupation, d'oppression. Cela est vrai aussi pour les peuples d'Ukraine ou de Russie. Cette illusion esquive la question de fond, la lutte pour renverser sa propre bourgeoisie, conquérir la démocratie, les droits nationaux qui ne peuvent se développer que dans le cadre de la coopération des peuples, leur fraternisation, une fédération socialiste des peuples.

6) La guerre contre le peuple palestinien n'est pas un fait régional pas plus que la guerre d'Ukraine. Elle participe d'une évolution globale du capitalisme mondialisé financiarisé à travers laquelle s'exacerbent les tensions entre les classes et les nations du fait de la crise d'accumulation du capital et des expédients que les classes dominantes utilisent pour poursuivre leur folie spéculative : une exploitation du travail humain et de la nature qui ne connaît pas de limites.

L'inflation mondialisée en est la conséquence. La hausse des prix qui sape le pouvoir d'achat des classes populaires en est une des manifestations mais le véritable fléau qui contamine toute la société est l'inflation du capital.

Depuis la grande récession de 2008-2009 la politique des banques centrales et des États pour sauver le système capitaliste de la banqueroute a été d'injecter dans les réseaux financiers, par différents procédés, des masses considérables de capitaux créés à partir de rien ou plus précisément qui, au final ne sont qu'un énorme transfert de richesse, produit de l'accentuation de l'exploitation des travailleurs et de la nature, de la régression sociale, de la dépossession des peuples qui accomplit une concentration explosive du capital en un nombre de plus en plus restreint de mains.

L'inflation des profits, dont la hausse des prix est une des conséquences, est une politique des classes dominantes, de leur lutte contre la baisse de la productivité, la crise de l'accumulation du capital, qui se manifeste aussi dans la crise de la dette que les Etats ont aggravée pour financer le capital ou dans la menace de crise immobilière, financière, boursière.

Et aussi dans l'exacerbation de la concurrence, les tensions géopolitiques et économiques, la montée du militarisme et des guerres.

7) L'impuissance de la bourgeoisie à apporter des réponses à sa propre faillite fournit les bases de l'émergence d'une nouvelle extrême droite, d'un nouveau fascisme. La propagande officielle débitée du matin au soir par tous les médias qui soupçonnent le moindre point de vue un tant soit peu critique de l'État d'Israël de soutien au Hamas et d'apologie du terrorisme, d'antisémitisme, exerce une véritable censure et vise à embrigader les esprits dans la pensée unique des bellicistes occidentaux, une véritable propagande de guerre.

La méthode est simple, rodée, la morale et l'idéologie bourgeoise, une vision inversée des rapports sociaux où le dominant est glorifié, l'exploité, la victime responsable de son sort, coupable de tous les maux de la société, une morale et une idéologie à nu, décomplexées dont le cynisme et l'hypocrisie ne connaissent pas de limites. C'est la logique du discours sécuritaire, raciste, xénophobe. La loi du plus fort, le récit des vainqueurs imposé aux vaincus et, suprême humiliation, les vaincus effacés, invisibles, sans passé ni histoire, déshumanisés.

La marche contre l'antisémitisme organisée ce dimanche à l'initiative de la présidente de l'Assemblée Yaël Braun-Pivet et le président du Sénat Gérard Larcher après qu'Olivier Faure du PS en eut lancé l'idée, s'inscrit dans cette offensive idéologique réactionnaire et belliciste fondée sur l'amalgame entre antisionisme et antisémitisme. Le Pen et Zemmour s'y sont associés. Elle est en fait un soutien à la politique génocidaire du gouvernement d'extrême droite d'Israël visant à réaliser une union nationale au nom de la défense de l'occident en flattant les préjugés racistes et islamophobes.

Quand le mensonge érigé en vérité d'État atteint un tel degré de cynisme et de mépris des victimes, de leurs souffrances, de négation de la vérité historique et des responsabilités criminelles des classes dominantes se profile à l'horizon, sous une forme ou une autre, la dictature seule capable d'imposer à la population le mensonge comme vérité. Ce sont les fondements mêmes de la civilisation qui s'effondrent pour faire place à la barbarie.

8) Il ne peut y avoir de paix sociale dans le système capitaliste à bout de souffle. La chasse aux gains de productivité exige une exploitation toujours plus grande et la remise en cause de tous les droits acquis par les travailleurs. Le « *dialogue social* » est là pour la galerie tandis que les préfetures interdisent les manifestations, que les flics viennent chercher à l'aube chez eux des dirigeants

syndicaux ou des jeunes menottés et que les procès s'enchaînent.

Si cet affrontement accélère les prises de conscience, si depuis les Gilets jaunes, nombreux sont ceux qui ont fait l'expérience que toute revendication salariale, sociale, démocratique remet en question la domination d'une poignée de parasites, le système lui-même et mène à l'affrontement avec l'État, cette politisation se heurte au recul de la conscience de classe, à la politique de collaboration de classe développée par les appareils de la gauche syndicale et parlementaire. L'échec du mouvement contre la réforme des retraites à faire plier Macron a laissé le terrain aux doutes et interrogations au regard de l'ampleur des enjeux que nombre de travailleurs et de jeunes n'avaient pas vraiment mesurés. L'intransigeance et la violence du pouvoir ont démontré à une large échelle que les classes dominantes n'entendaient tolérer aucune remise en cause de leur offensive sans que le mouvement révolutionnaire soit à même de contrebalancer les doutes voire les démoralisations.

L'aspiration à l'unité, au dépassement des sectarismes et des logiques d'appareil qui était un élément central de la mobilisation contre les retraites n'a pas trouvé de répondant militant, un cadre démocratique et ouvert permettant la confrontation d'idées et de politiques tout en permettant l'unité dans la lutte. Pour bien des militant-es du mouvement, syndiqué-es ou non, la nécessité de changer la société est une évidence, en ayant conscience que cela ne pourra se faire sans un affrontement avec le pouvoir des classes dominantes et l'appareil d'Etat. Le mouvement révolutionnaire s'est montré incapable de répondre à cette attente, chaque courant avançant son mot d'ordre ou sa politique, plus dans l'objectif de se construire que de rassembler les forces pour trouver collectivement les voies et moyens de dégager des éléments d'une direction, d'une alternative à l'intersyndicale. Répondre aux questions que posent l'échec du mouvement et la passivité qui s'en est suivie passe par une politique visant au regroupement du mouvement révolutionnaire, de toutes celles et ceux qui veulent changer la société et un vaste chantier de discussions, de bilans et de partage des acquis et enseignements des luttes, d'élaboration pour penser un autre monde et travailler à le construire dès maintenant.

9) Le tournant de l'histoire que nous connaissons unit la question sociale, démocratique, nationale, écologique dans un même programme, un même combat démocratique et révolutionnaire pour barrer la route à la réaction, lutter pour la conquête du pouvoir par les travailleurs eux-mêmes et construire un monde fondé sur la coopération des peuples. La solidarité face à la guerre, au militarisme, aux forces réactionnaires, obscurantistes et religieuses, à la xénophobie et au nationalisme est une lutte internationaliste contre notre propre bourgeoisie, contre notre propre Etat et ses alliés engagés dans leur guerre de classe contre les travailleurs et les peuples. Les interdictions d'exprimer le moindre soutien au peuple palestinien et la moindre critique à l'égard d'Israël sont un aveu, une

façon pour Macron et le gouvernement d'être en guerre aux côtés d'Israël contre le peuple palestinien, de façonner l'opinion à leur politique belliciste, comme ils sont en guerre aux côtés des autres puissances de l'OTAN en Ukraine, pour le compte des classes possédantes et des capitalistes occidentaux pour leur droit à exploiter, à piller les richesses des peuples et de la planète.

Notre ennemi est dans notre propre pays, notre propre bourgeoisie. La lutte pour le bien-être et la dignité est le même combat que celui pour la reconnaissance des droits du peuple palestinien ou des peuples d'Ukraine, il est un combat de classe qui a besoin de rassembler ses forces dans un front internationaliste et de s'armer d'une stratégie et d'un programme traçant une perspective démocratique et révolutionnaire pour le socialisme.

10) C'est pourquoi le NPA est une des tendances du mouvement révolutionnaire qui se considère, dans la continuité de son projet fondateur, comme un outil du rassemblement des différentes composantes du mouvement anticapitaliste et révolutionnaire afin d'offrir un cadre ouvert et large, démocratique à toutes celles et ceux qui prennent conscience qu'il n'y a pas d'autres réponses à la faillite du capitalisme que la lutte du prolétariat pour changer le monde.

La gravité de la situation économique et sociale, le développement du militarisme, la guerre, la montée de nouvelles forces populistes, racistes, nationalistes et xénophobes se revendiquant de la défense de l'Occident exigent de nous de rompre avec les routines des divisions pour avoir l'audace de la démocratie, de l'unité dans le travail militant quotidien, sur nos lieux de travail et d'habitation, pour aider à l'organisation du monde du travail, de la jeunesse.

Cette unité est aussi nécessaire sur le terrain électoral pour les élections européennes de 2024.

Le NPA qui n'a pas organisé en son sein le débat nécessaire à sa refondation n'est pas en mesure aujourd'hui d'être la tendance capable de rassembler dans ces élections les différentes tendances révolutionnaires d'autant qu'il reste en litige avec le NPA de Philippe Poutou. Nécessairement sa candidature s'inscrirait dans la continuité de la campagne présidentielle de ce dernier en 2022 pour une gauche radicale et qui demandait l'envoi d'armes en Ukraine. Ses porte-parole qui n'ont pu être désignés par l'ensemble de ses militant·e·s seraient les mêmes que ceux qui étaient porte-parole de Philippe Poutou, notre liste resterait la liste d'une des deux tendances nées de l'échec du NPA, la scission, contrainte à se définir par rapport à l'autre NPA sans parler des questions juridiques qui ne manqueront pas de se poser et que nous souhaitons éviter.

La bataille pour la légitimité à se dire NPA, les continuateurs de l'ancien NPA, pourrait alors se retourner contre nous. Nous ne sommes en rien les continuateurs ou les héritiers de cette politique et par ailleurs nous ne sommes pas en concurrence avec Lutte ouvrière pas plus qu'avec Révolution permanente ou avec le NPA de Philippe Pou-

tu, ni n'avons comme priorité la construction de notre propre tendance en concurrence avec les autres tendances.

L'enjeu des discussions autour des élections européennes est de développer une politique unitaire vis à vis de l'ensemble du mouvement révolutionnaire. C'était une erreur de s'adresser d'abord et unilatéralement à LO et non à l'ensemble du mouvement dont Révolution permanente.

Nous sommes aujourd'hui encore, malgré l'échec du projet initial du NPA tel qu'il a été mis en œuvre par la section française de la IV, un rassemblement de différentes tendances et courants et notre objectif est de faire vivre une dynamique démocratique permettant d'associer le plus largement possible et d'élargir nos collaborations, activité unitaire pour contribuer à sortir des divisions. Notre orientation suppose de rompre avec le mode de fonctionnement autocentré des courants sectaires qui n'acceptent pas en leur sein les tendances et courants pour faire vivre une démocratie qui suppose la transparence à l'égard de l'ensemble des militant·e·s de notre organisation.

Il est dommageable que nous n'ayons pas défini à travers un congrès notre orientation en particulier par rapport au reste du mouvement révolutionnaire si ce n'est la conscience commune d'avoir une politique pour surmonter les divisions de notre camp politique.

Ceci dit, notre démarche pour constituer une liste unitaire de différents courants, LO et RP, dont LO serait la force principale, a déjà reçu une réponse sans même que nous nous soyons donné les moyens de la mettre en œuvre. Cela n'implique pas d'ajouter la division à la division. Soucieux d'agir dans le sens de l'unité des révolutionnaires nous ferons notre propre campagne pour la liste de Lutte ouvrière conduite par Nathalie Arthaud et Jean Pierre Mercier. Nous regrettons que Lutte ouvrière, dont bien des militant·e·s du NPA étaient membres avant d'en être exclus pour divergence politique, s'enferme dans une politique sectaire au lieu d'être une force motrice pour œuvrer à créer les conditions nécessaires à la constitution d'un front des révolutionnaires.

Nous présenter seuls pour construire un rapport de force entre petites organisations révolutionnaires ou faire connaître des porte-parole ne répondrait pas aux besoins du mouvement ouvrier révolutionnaire. Influencer, construire un rapport de force est d'abord une question d'idées, de politique, d'orientation et de stratégie.

Le parti des travailleurs qui manque cruellement ne se formera pas par le développement linéaire d'une des tendances révolutionnaires ou dans leur concurrence mais bien à travers le brassage, les échanges, l'organisation dynamique et démocratique du creuset des luttes et des mobilisations, le débat politique et la confrontation des idées.

La meilleure contribution que le NPA puisse apporter au développement du mouvement révolutionnaire est d'œuvrer dans ce sens en faisant campagne pour la liste la mieux à même aujourd'hui de le représenter tout en portant publiquement la discussion sur le programme

que nous voulons défendre dans cette bataille politique comme au quotidien. Cela implique d'ouvrir en son sein et publiquement la discussion sur les bases politiques de sa propre refondation tout en contribuant à définir la compréhension commune de la période et des tâches capable de rassembler tout en menant la bataille électorale et en travaillant à intervenir ensemble dans les luttes et les mobilisations.

Au regard de l'offensive économique et sociale, militaire, idéologique des vieilles classes dominantes, notre priorité

est d'œuvrer à l'unité du monde du travail, de la jeunesse sur les bases d'une politique de classe indépendante des directions de la gauche syndicale et parlementaire et pour cela de contribuer au rassemblement du mouvement révolutionnaire pour construire un parti des travailleurs. L'issue viendra d'en bas, de chacune et chacun d'entre nous, de nos initiatives.

*Le 11 novembre 2023*